	Prestations d' « Assistance à maîtrise d'ouvrage et au pilotage » des projets de la COG 2016-2021 de l'Enim	<b>RC- 2020-02-01</b>
		Page 1 / 10

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

<b>Appel d'offres ouvert</b> Art. L2124-2 et R2124-2 du Code de la commande publique	<b>2020-02-01</b>	RC
---	-------------------	----

### Objet de la consultation

Prestations d'« Assistance à maîtrise d'ouvrage et au pilotage » des projets de la COG 2016-2021 de l'Enim

### Date et heure limites de réception des plis

**5 février 2021 à 12 Heures**

*Le code de la commande publique est abrégé en CCP dans le présent document.*

## 1. Acheteur public

### 1.1 Nom et adresse officiels de l'acheteur public

Etablissement national des invalides de la marine (Enim)  
DPAMOM  
4 avenue Eric Tabarly  
17183 PERIGNY CEDEX

Sont désignés comme responsables techniques du marché:

M. Ronan LE SAOUT	Directeur adjoint de l'Enim	<a href="mailto:sec.dir@enim.eu">sec.dir@enim.eu</a>
M. Thomas DAUBECH	Adjoint au Chef du DPAMOM	<a href="mailto:thomas.daubech@enim.eu">thomas.daubech@enim.eu</a>

Les demandes d'informations complémentaires doivent être faites par voie électronique sur le profil acheteur (Plate-forme des Achats de l'Etat (PLACE))

La date limite de demande de renseignements complémentaires est de 10 jours avant la fin du dépôt des offres. L'Enim répondra au plus tard 6 jours avant la fin du dépôt des offres.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications mineures au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 10 jours avant la fin du dépôt des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation sur ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, les dispositions précédentes sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

### 1.2 Adresse auprès de laquelle les documents de la consultation peuvent être obtenus

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- le présent Règlement de la Consultation (RC), son annexe signature électronique et le Détail Quantitatif Estimatif (DQE),
- l'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe financière, le Bordereau des Prix Unitaires (BPU),
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe,
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Le DCE est mis à disposition à l'adresse suivante : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

En application de l'article R 2132-7 du CCP, le DCE peut être téléchargé de façon anonyme, mais l'entreprise ne pourra alors pas être prévenue automatiquement en cas de modification ou de complément apporté au DCE. Il est donc conseillé aux candidats de remplir le formulaire de renseignement lors du retrait du DCE. Ce formulaire permet au candidat de renseigner le nom de son organisme, le numéro SIREN ou SIRET pour les entreprises ou établissements en France ou un identifiant en téléchargeant les documents et une

adresse permettant de façon certaine une correspondance électronique, en particulier pour les éventuels compléments apportés au dossier de consultation.

Les références de la consultation sont les suivantes : **2020-02-01**

Afin de pouvoir lire les documents mis à disposition par la personne publique, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : .doc (Word), .xls (Excel), .pdf (Acrobat Reader), .odt et .ods (Open Office), .zip (archives compressées).

## **2. Objet et étendue de la consultation**

### **2.1 Objet et contexte de la consultation**

Le présent marché vise à fournir des prestations d'« Assistance à maîtrise d'ouvrage et au pilotage » des projets de la COG 2016-2021 de l'Enim.

Les conditions de réalisation des prestations et leurs spécificités techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### **2.2 Allotissement**

L'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes (article L 2113-10 du CCP).

### **2.3 Durée du marché**

Le présent marché prendra effet à sa date de notification, pour une durée d'un (1) an.

Le marché se renouvellera ensuite, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties avec préavis de trois mois minimum avant cette date anniversaire, par tacite reconduction à sa date anniversaire pour une durée de un (1) an sans que la durée totale du marché ne puisse excéder deux (2) ans.

### **2.4 Choix de la procédure**

La consultation prend la forme d'une procédure formalisée (appel d'offres ouvert) et se déroule dans le respect des prescriptions des articles L2124-2 et R2124-2 du CCP.

### **Nomenclature communautaire**

Le ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

<i>Classification principale</i>
79400000-8 Conseil en affaires et en gestion et services connexes

### **2.5 Techniques particulières d'achat**

Il s'agit d'un marché ordinaire sous la forme d'un accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles et s'exécutant au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 du CCP.

Le marché est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum, sur sa durée totale possible (2 ans), de 1 000 000 d'euros HT.

## 2.6 Conditions de participation des concurrents

2.6.1 Forme juridique que devra revêtir le groupement d'entrepreneurs, de fournisseurs ou de prestataires de services attributaire du marché (le cas échéant)

Le groupement peut être solidaire ou conjoint.

Conformément à l'article R 2142-26 du CCP, la composition du groupement ne pourra être modifiée entre la date de remise du pli contenant la candidature et l'offre et la date de signature du marché.

2.6.2 Possibilité de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel ou de membre de un ou plusieurs groupements

Un même candidat peut présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel ou de membre de un ou plusieurs groupements.

2.6.3 Sous-traitance

Le titulaire du marché peut sous-traiter certaines parties du marché.

Toute demande d'acceptation de sous-traitance devra se faire sous la forme d'une déclaration de sous-traitance (imprimé DC4).

## 3 Présentation des candidatures et des offres


Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Elles seront exprimées en EURO et HT.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet (enveloppe unique) comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

### 3.1 Pièces de la candidature

Soit par un [Document Unique de Marché Européen \(DUME\)](#), soit par les [formulaire de déclaration du candidat \(DC\)](#).

- une lettre de candidature dûment datée et signée par la personne habilitée à engager l'entreprise,
- la déclaration du candidat dûment datée et signée par la personne habilitée à engager l'entreprise,
- les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus aux articles L.2141-1 à 6 (exclusions de plein droit), articles L2141-7 à 11 (exclusions à l'appréciation de l'acheteur), R.2143-3, R.2143-4 et R.2143-6 à 12 du CCP.

	Prestations d' « Assistance à maîtrise d'ouvrage et au pilotage » des projets de la COG 2016-2021 de l'Enim	RC- 2020-02-01
		Page 5 / 10

Les candidats produiront donc au titre de leur statut juridique, à l'appui de leur candidature :

- La copie du ou des jugements prononcés, s'ils sont en redressement judiciaire ;
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'ils n'entrent dans aucun des cas relatifs aux interdictions de soumissionner ;
- Un document relatif aux pouvoirs des personnes habilitées pour engager l'entreprise ;
- Une attestation sur l'honneur selon laquelle ils ne font pas l'objet d'une des trois interdictions de soumissionner prévues à l'article 16 de la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

Dans le cadre des envois dématérialisés, chacun des documents suivants doit impérativement être signé électroniquement : DUME ou DC2, DC4, lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants (si fournies hors DC4), déclaration sur l'honneur (si fournie hors DC2), documents donnant pouvoir pour engager juridiquement l'entreprise.

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus aux articles R.2142-6 à 12 du CCP.

A défaut de compléter les rubriques D et E du formulaire DC2 ou du DUME, sont fournies :

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures et services objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- Tout autre document permettant de prouver leur capacité financière.

Les renseignements concernant la capacité technique et les références professionnelles de l'entreprise tels que prévus aux articles R2143-13 et R2143-14 du CCP :

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Une déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
- Une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. L'Enim se réserve le droit de contacter les clients à toutes fins utiles.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

**NOTA** : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur pourra demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous et qui ne saurait être supérieur à dix jours conformément aux dispositions de l'article R2144-2 du CCP.

### 3.2 Pièces de l'offre

- L'ATTR1, le BPU et la DQE complétés et acceptés sans aucune modification, datés et signés,
- Le mémoire technique explicitant notamment :
  - La qualité de l'équipe et des profils proposés (compétences pour réaliser les prestations des UO et profils attendus décrits aux points 4 et 5 du CCTP),
  - Les références sur des prestations similaires (prestations de gestion de programme d'envergure en AMOa et PMO pour des organismes de protection sociale),
  - La qualité de la démarche d'accompagnement proposée (attendus du dispositif de pilotage et de suivi des prestations précisés à l'article 5-3 du CCTP),
  - La compréhension des enjeux et des facteurs clés de succès (indépendance des intervenants, moyens alloués / garanties pour respecter une mobilisation des ressources annoncées dès le 2<sup>ème</sup> trimestre 2020 et pendant toute la durée du marché – article 5-2 du CCTP).

#### 4 Sélection des candidatures et jugement des offres

##### 4.1 Candidature

Les candidatures seront appréciées selon :

- Chiffre d'affaires annuel général,
- Effectifs moyens annuels.

##### 4.2 Les critères relatifs à l'offre (articles L2152-7 et 8, R2152-6 à 8 du CCP)

Critères d'évaluation des offres			Pondération
1	Qualité de l'offre technique		
1.1	Qualité de l'équipe et des profils proposés (compétences pour réaliser les prestations des UO et profils attendus décrits aux points 4 et 5 du CCTP)		15%
1.2	Références sur des prestations similaires (Prestations de gestion de programme d'envergure en AMOa et PMO pour des organismes de protection sociale)		15%
1.3	Qualité de la démarche d'accompagnement proposée (attendus du dispositif de pilotage et de suivi des prestations précisés à l'article 5-3 du CCTP)		20%
1.4	Compréhension des enjeux et des facteurs clés de succès (indépendance des intervenants, moyens alloués / garanties pour respecter une mobilisation des ressources annoncées dès le 2 <sup>ème</sup> trimestre 2020 et pendant toute la durée du marché – article 5-2 du CCTP)		20%
2	Critères de coût de l'offre		
2.1	Adéquation des profils et volumétrie J/H proposées pour chaque UO dans le BPU		15%

2.2	Sur la base du montant du DQE	15%
-----	-------------------------------	-----

Une grille de notation sur 5 sera utilisée pour l'analyse des critères

Par application des articles R 2143-6 à 12 du CCP, le marché ne pourra être attribué définitivement au candidat retenu que si celui-ci produit dans un délai de 10 jours à compter de la demande notifiée par l'Enim les documents mentionnés auxdits articles.

En cas de non-présentation de tout ou partie de ces documents, le soumissionnaire verra son offre rejetée. En ce cas, le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires pour que le marché lui soit attribué. Il sera procédé ainsi dans l'ordre de classement jusqu'à ce que l'un des candidats classés remette effectivement ces documents au profit de l'offre du candidat arrivant en 2<sup>ème</sup> position et ainsi de suite.

#### 4.3 Variantes

Interdites.

#### 4.4 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

### 5 Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les dossiers doivent être transmis uniquement par voie dématérialisée via PLACE [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Les documents visés aux articles 3.1 et 3.2 du présent RC, sont tous signés électroniquement conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Une copie de sauvegarde peut être déposée conformément à l'article R2132-11 du CCP et l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Cette copie de sauvegarde doit être remise dans les conditions par voie postale à l'adresse indiquée au 1.1 du présent RC en y portant les mentions suivantes :

<p align="center"> <b>Marché n°2020-02-01</b>  <b>« Prestations d' « Assistance à maîtrise d'ouvrage et au pilotage des projets de l'Enim »</b>    <b>Copie de sauvegarde</b>  <b>NE PAS OUVRIR</b> </p>
--

Ce pli peut être remis contre récépissé avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées et ce, à l'adresse suivante :

Enim – DAMGI  
 A l'attention de Monsieur Stéphane MONNET  
 4 avenue Eric Tabarly (Rond-point de la République)

17 180 PERIGNY

Les horaires de dépôt des plis sont : du lundi au jeudi 9h00 – 12h00 / 14h00 – 17h00 (16h le vendredi)

Son contenu doit être identique à l'offre remise par voie dématérialisée sur PLACE.

Le soumissionnaire devra se référer aux prérequis et aux conditions générales d'utilisation disponibles sur ledit site.

L'horodatage de PLACE fera seule foi pour déterminer la date et l'heure de réception des offres dématérialisées.

## 6 Procédure de recours

La juridiction administrative compétente pour toutes les voies de recours suivantes est le Tribunal Administratif de Poitiers sis 15 rue Blossac - 86000 POITIERS.

- Référé précontractuel sur la base des articles L. 551-1 à L. 551-12 et R. 551-1 à R. 551-6 du code de justice administrative jusqu'à la conclusion du contrat.
- Une fois le contrat signé, référé contractuel sur la base des articles L. 551-13 à L. 551-23 et R. 551-7 à R. 551-10 du code de justice administrative jusqu'au 31ème jour qui suit la publication de l'avis d'attribution au JOUE ou à défaut d'avis, dans un délai de 6 mois à compter de la conclusion du contrat.
- Recours en contestation de validité contractuelle.
- Recours pour excès de pouvoir dans un délai de 2 mois à compter de la publication ou de la notification de la décision attaquée sur la base des articles R 421-1 à R 421-7 du code de justice administrative.

A Périgny, le 4 janvier 2021

La Directrice de l'Etablissement national  
des invalides de la marine (Enim)

Malika ANGER



### ANNEXE - Signature électronique

Conformément à la directive européenne 199/93CE, au décret n°2001-271 du 30 mars 2001 et aux articles 1316 et 1316-4 du Code civil, lorsque leur signature est requise, les documents constitutifs de la candidature ou de l'offre du candidat, transmis par voie électronique sont signés électroniquement, selon les modalités prévues à l'arrêté du ministre de l'Economie et des Finances du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique.

Par application de l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique le candidat doit respecter les conditions relatives :

- 1) au certificat de signature du signataire,
- 2) à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés.

#### **Pour les certificats de signature émis à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2018**

1<sup>er</sup> cas : Certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement (UE) n°910/2014 du parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur « eIDAS »

2<sup>ème</sup> cas : Certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement « eIDAS »

#### **Pour les certificats de signature émis avant le 1<sup>er</sup> octobre 2018**

Les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics demeurent régis par ses dispositions jusqu'à leur expiration.

Par conséquent, les certificats de signature conforme au RGS ou équivalent émis avant le 1<sup>er</sup> octobre 2018 demeurent valables jusqu'à leur date de fin de validité. Lesdits certificats doivent respecter les exigences ci-dessous

Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.

#### **1<sup>er</sup> cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue"**

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :


- <http://references.modernisation.gouv.fr/la-trust-service-status-list-tsl>
- [https://ec.europa.eu/information\\_society/policy/esignature/trusted-list/tl-hr.pdf](https://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/trusted-list/tl-hr.pdf)

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

#### **2<sup>ème</sup> cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance**

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé, l'annexe 1 (« exigences applicables aux certificats qualifiés de signature électronique ») du règlement européen n° 910/2014 du Parlement européen et du conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE (<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex%3A32014R0910>)

Justificatifs de conformité à produire

	Prestations d' « Assistance à maîtrise d'ouvrage et au pilotage » des projets de la COG 2016-2021 de l'Enim	RC- 2020-02-01
		Page 10 / 10

→ Le signataire transmet les informations suivantes :

- ✓ La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...
- ✓ Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- ✓ L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

A défaut de signature électronique valide sur les documents constitutifs de l'offre dont la signature est requise, l'offre du candidat sera rejetée.

L'acquisition, l'installation et l'exploitation d'une signature électronique et d'un certificat d'authentification sont à la charge intégrale et exclusive du candidat.

**ATTENTION :** l'obtention d'un certificat peut nécessiter un certain délai qui doit être pris en compte pour remettre une offre dans les délais impartis. Aucun allongement du délai de remise des candidatures et des offres n'est autorisé pour cette raison.